

COMMUNE DE BANWA

Kwemo Pierre fait enfermer le Maire et son adjoint

INSTALLATION DU PRÉFET DU NOUN

Awa Fonka se brûle au contact de Tomaino Ndam Njoya à Foumban

Reçu N°341 / RDDJ / C19 / BAPP
Since 1994 (vingt troisième année)

Ouest

Directeur de publication
Michel Eclador PEKOUA

LA RÉGION DE L'OUEST
CÉLÈBRE SES AWARDS

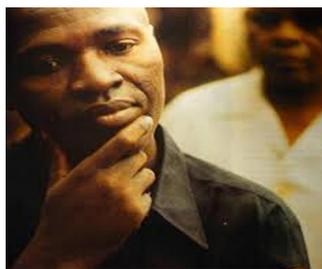
**Les Monts d'Or 2020
c'est bientôt !!!**

AFRILAND QUITTE LA GUINÉE EQUATO, LES PRODUCTEURS DE L'OUEST INQUIETS...

Les clients transfrontaliers en quête d'assurance



DEVOIR DE MÉMOIRE :



**Koupit Adamou,
Louka Basile, Kah
Walla et Ndom
Patient honorent
Ernest Ouandié**

CONSTRUCTION DU PEAGE AUTOMATIQUE DE BANDJA

**Les populations s'opposent au
choix du site et demandent
l'arbitrage du Premier Ministre**

PARTENARIAT PRIVÉ PUBLIC AU CAMEROUN

**L'Université de Dschang hôte de la
première chaire Pierre Castel du pays**



INSTALLATION DU NOUVEAU PRÉFET DU NOUN :

Le gouverneur Awa Fonka perd sa sérénité à Fouban

La scène a médusé les milliers de populations venus accueillir à la place des fêtes de Fouban, le nouveau préfet du département du Noun, Um Donacien, nommé le 18 décembre 2020 en remplacement de monsieur Boyomo Donatien, muté.

À l'occasion de la cérémonie de passation de commandement entre le préfet sortant, Boyomo Donatien et le préfet entrant, Um Donacien, présidé par le gouverneur de la région de l'Ouest, Awa Fonka Augustine, en présence du ministre délégué auprès du ministre des transports, Nji Njoya Zakariaou, du maire de la ville de Fouban, Tomaino Ndam Njoya, des autorités administratives, municipales, traditionnelles, civiles, militaires et politiques, l'euphorie était grande à la place des fêtes de Fouban le mardi 12 janvier à la place des fêtes de Fouban. A travers une forte mobilisation, des sons et couleurs, les populations du Noun ont tenu à accompagner le préfet sortant, Boyomo Donatien, et souhaiter une chaleureuse bienvenue et un agréable séjour au nouveau préfet du département du Noun, Um Donacien. Sous des tentes, les délégations des deux principaux partis politiques poussaient les cris de joie, saluant ainsi pour certains le départ de l'ancien préfet, qui intervient comme un ouf de soulagement pour les populations, qui avaient besoin d'un nouveau souffle pour apaiser les tensions politico-sociales dans le Noun. Mais au-delà du rituel républicain et de l'ambiance de convivialité, de solidarité et du vivre



La Maire Tomaino Ndam Njoya lors de son discours au forcéps

ensemble qui a déchiré la place des fêtes de Fouban, les populations du Noun ont vécu un spectacle désolant, qui n'honore sûrement pas la république du Cameroun.

CONTROVERSE AUTOUR DE L'ALLOCATION DU MAIRE DE LA VILLE DE FOUBAN

C'est là l'immense paradoxe de cette cérémonie d'installation du nouveau préfet du département Noun. Devant cette forte mobilisation des populations de Fouban et du département du Noun, le discours d'ouverture du maire de la ville de Fouban, Patricia Hermine Tomaino Ndam Njoya, a priori était très attendu. Mais ça c'était avant qu'il ne soit exclu du pro-

gramme de la cérémonie. Prise de colère face à cette mascarade, Tomaino Ndam Njoya proteste et fait savoir son indignation au gouverneur de la région de l'Ouest, Awa Fonka Augustine. Dans la foule la tension monte, et les parlementaires et les maires Udc poussent le ton et menacent de quitter la tribune. Après plusieurs minutes de concertations, le gouverneur décide de laisser la parole au maire de la ville de Fouban. Dans son discours, l'édile ne se laisse pas faire et tient donc à envoyer un message à ceux qui ne voulaient pas l'attendre, ces autorités administratives qui semblent dévier de leur mission une fois arrivé dans le Noun. " **Nous sommes ici ce jour par expérience, pour ouvrir les yeux de tous, de se garder de tomber dans le piège qui consiste, une fois arrivé dans le Noun, au lieu de servir la république, mais de devenir des vasaux. Des fonctionnaires et des administrations, qui au lieu de travailler pour l'administration performante d'intérêt général, passe**

plus leur temps à afficher leur multipartisme et divise les populations. De Fouban l'appel de la république est lancé contre les fossoyeurs et leurs complices, qui pour les protéger, choisissent de fermer les yeux au péril de l'ordre républicain. L'appel est lancé à tous les camerounais et camerounaises... ", A-t-elle déclaré.

JEU POLITIQUE ?

Selon certaines indiscretions, l'humiliation du maire de la ville de Fouban a été pensée lors d'une réunion préparatoire de la cérémonie d'installation par les organisateurs. Et pour cause, Patricia Hermine Tomaino Ndam Njoya, en froid avec le préfet sortant, Boyomo Donatien, depuis son élection à la tête de la commune de Fouban, aurait décidé de boycotter toutes les cérémonies officielles en présence de ce dernier. Bras de fer ou jeu politique ? En tout cas chacun fera son avis lorsqu'on voit que le programme prévu n'a pas été respecté, et en prenant ainsi à contre-pied toutes les invités présents à cette cérémonie. D'ailleurs le gouverneur de la région de l'Ouest va écarter toute idée de chasse aux sorcières et souligne quant à lui le manque d'esprit républicain et démocratique de madame le maire, Patricia Hermine Tomaino Ndam

Njoya. Selon lui, il n'est inscrit nulle part dans les textes qu'en pareille circonstance les maires doivent parler. " Si une telle coutume est actée, c'est juste pour magnifier la volonté du vivre ensemble... En principe c'est moi seul qui préside l'installation qui doit prononcer un discours ", a-t-il ajouté. Un autre point de ce moment solennel qui a suscité le courroux du numéro 1 de la région de l'Ouest, c'est le manque d'esprit démocratique du maire de l'Udc, qui, après avoir fini la lecture de son discours, n'a pas laissé l'élite (RDpc) du Noun prononcer paisiblement son allocution, car le programme ne le prévoyant pas, en réunissant autour d'elle pour protester en chants et cris, les maires, députés et militants de l'Udc. " C'est désolant ce que je viens de voir ici. Quand on vous a donné la parole, vous avez fait votre allocution. Maintenant quand on donne la parole à une élite, vous troublez. Quand on veut faire la démocratie, il faut le faire jusqu'au bout ", s'est-il indigné. Il faut dire que le maire de la ville de Fouban, présidente nationale de l'Udc, Patricia Tomaino Ndam Njoya, va en remettre une couche, en signant une correspondance de quatre pages le 13 janvier, avec pour objet : " **votre représentation déshonorante** ".

Nacer NJOYA

INSTALLATION DU NOUVEAU PRÉFET DE LA MIFI

Les défis sécuritaires qui interpellent Koulbout Aman David à Bafoussam

C'est l'un des défis majeur prescrit ce lundi 18 Janvier à la place des fêtes de Bafoussam par le gouverneur Awa Fonka Augustine au préfet Koulbout Aman David qui remplace à ce poste Chaibou.

Le parcours académique et professionnel du nouveau préfet parle de lui-même et confirme qu'il s'agit d'un doyen du commandement, toute chose qui garantit la préservation des acquis, de la poursuite des œuvres de son prédécesseur des nouveaux chantiers. Mais néanmoins, le gouverneur de la région de l'Ouest Awa Augustine et ceci malgré le fait que ce soit une routine pendant 27 ans de commandement territorial a tenu à rappeler que les circonscriptions ne sont pas toujours les mêmes. A Sangmélima, Mbouda où il a servi, les réalités locales ne sont pas forcément celles de Bafoussam aux fins de faciliter une application sans cesse des textes, et des décisions. Dans le maintien de l'ordre, il mettra tout en œuvre pour mettre hors d'état de nuire les bandits de grands chemins qui se réfugient à Bafoussam, la lutte contre la

culture, la commercialisation et la consommation du chanvre indien encore appelé cannabis, la sécurité des hommes et de leurs biens, l'encadrement et le suivi du bon fonctionnement des services publics. mais avant, le gouverneur a tenu à féliciter le préfet sortant Chaibou qui a véritablement transformé les populations qui sont fiers de lui et même la dynamique Ma'a Thérèse du premier carrefour évêché très regardante sur les projets de développement et même l'artiste Malvoyante Sylvie la gloire ont pu témoigner, car il a combattu



Une attitude du Gouverneur entre les préfets entrant et sortant

avec professionnalisme et détermination le désordre urbain, et l'incivisme afin de donner à la ville de Bafoussam un nouveau visage et grâce à sa rigueur, le souci de l'équité, de l'intérêt général et surtout se sa probité, il a su rester impartial et au-dessus de tout clivage, la lutte acharnée contre la criminalité urbaine et rurale, qu'il a menée au quotidien a produit des résultats élogieux grâce à la cohésion entretenue avec les responsables des forces de maintien de l'ordre, à l'encadrement des comités de vigilance et à la mobilisation des chefs traditionnels et des populations. Tout comme le département de la Mifi a connu pendant son séjour des grands moments de gloire et des événements à célébrer, c'est également grâce à ses conseils et encouragement que les élites et les forces vives se retrouvent progressivement au tour des différents comités de développement de la Mifi, comme un général d'armée, il a pu réussir à encadrer le personnel des services publics afin de mettre fin à un certain laisser aller. Le suivi rigoureux des nombreux chantiers de la Can etc. sont des résultats à mettre à l'actif du préfet Chaibou. Des remerciements, ainsi que des doléances adressées à

l'entrant par le maire de la ville Roger Tafam qui dans le même sens que le gouverneur avait adressé l'hospitalité légendaire des dynamiques populations, fils et filles, forces vives de la Mifi. Il revient donc pour la deuxième fois dans la région de l'Ouest après son brillant passage dans le département des Bamboutos, comme préfet. IL sera question pour lui de maintenir le cap ou alors faire mieux que son prédécesseur, comme a relevé le gouverneur. Puis s'en est suivi le rituel de

prise du commandement, remise des cadeaux le défilé militaire qui a mis un terme à cette cérémonie. Chacun devrait lui apporter sa contribution afin qu'il puisse réussir à cette délicate mission à la tête de département qui glisse en saison sèche. Ceci devant un parterre d'invités venus des quatre coins de la république, à savoir les autorités administratives, religieuses, traditionnelles politiques etc.

René MBONDJEU

BIO EXPRESS

Pour remplacer Chaibou muté dans le département du Mayo Kany qui est un homme de grande expérience, le chef de l'état dans sa grande sagesse a envoyé un autre homme de grande expérience, un doyen du commandement territorial, un habitué des départements sensibles comme les Bamboutos et le Dja et Lobo où le préfet Koulbout Aman a fait ses preuves. Né le 19 Avril 1963 à Ayos dont il est originaire dans le département du Haut Nyong, région de l'Est. Après ses brillantes études primaires et secondaires à Ayos, il entre à l'université de Yaoundé après l'obtention de son baccalauréat A4 allemand et sa licence en droit en 1987, il est admis à la prestigieuse école nationale de la magistrature Enam, où il en ressort en 1988 d'un diplôme de la section administration générale au grade d'administrateur civil. Les

portes lui seront ouvertes comme haut cadre de l'administration centrale, d'abord à la direction de l'organisation du territoire, puis conseiller aux affaires économiques et sociales au près des services du gouverneur du Sud, 1er adjoint préfectoral du Dja et Lobo, sous préfet de Douala 5ème, Sous préfet de Garoua, sous préfet de Douala 1er, il part de cet arrondissement pour être nommé comme préfet du département des Bamboutos, puis sous directeur de l'organisation administrative au ministère de l'administration territoriale, préfet du département du Mayo Danay, 2010 à 2016 préfet du de la Meme, 2016 à 2020 préfet du département du Dja et Lobo jusqu'à sa mutation le 18 décembre dernier par le décret présidentiel comme préfet du département de ma Mifi. Il est marié et père de 05 enfants



Confort-Prix-Convivialité

Situé près du carrefour des deux églises, 515, Blvd de l'Unité, BP 17497 Douala-Cameroun
 Tél : (237) 24 3810285/6 99 75 0082
 Facebook : HILA HOTEL
 * Chambres climatisées, confort et hauts standings
 * Restaurant (spécialités africaines et européennes)
 * Snack-Bar. Service traiteur * Pressing. Parking 24/24
 * Salle de Fêtes, de Réunions et séminaires jusqu'à 330 places
 * Internet -Wifi * Mosquée * Navette Aéroport.s

CONSTRUCTION DU PÉAGE AUTOMATIQUE DE BANDJA :

Les populations et notables s'opposent au choix du site et entendent organiser un setting au premier ministre

Les notables et populations du village Bamenchi viennent d'adresser une correspondance aux autorités compétentes s'opposant au choix du site de construction du péage automatique à Bandja, elles annoncent par ailleurs un setting si rien n'est fait

Dans cette correspondance, elles dénoncent avec la dernière énergie le choix du site pressenti pour la construction du péage qui divise non seulement le village en deux, mais cause de sérieux désagréments aux populations qui vont et reviennent des plantations ou du marché, d'un séjour quelconque au village. Les préjudices qui seront causés par la destruction des habitations et des plantations seront multiformes, car en détruisant ces habitations, surtout ne seront pas seulement les immeubles qu'on aura détruit, mais des vies entières. Au regard de tout ce qui précède, les notables et les

populations de Bandja village Bamenchi souhaitent que ce site soit déplacé vers la limite Bandja-Batié, à environ 700 m du site actuel. Dans le même ordre d'idée, ces populations en tendant la main à l'état de leur venir en aide, prennent l'engagement de ne ménager aucun effort pour préserver les patrimoines familiaux et traditionnels tout en assurant à l'Etat, les moyens de développement et de sécurisation des sources de revenus du poste de péage automatique, bâtiments, parkings et espaces marchands sur le site, qui fera quand même la fierté de ce beau village ou vivent environ 5000 âmes et

qui a pour activités principales, le petit commerce, l'élevage et l'agriculture. Pour l'heure, toutes les autorités ont reçu chacun sa copie, même si elles n'entendent pas s'arrêter à ce niveau, le premier ministre chef du gouvernement a été saisi pour les mêmes causes afin que justice soit faite au risque que l'ordre soit troublé dans ce village. Il est donc question, que la communication se fasse en synergie, afin que toutes les populations soient en parfaite harmonie.
René MBONDJEU

ETIENNE NGANGOM, REPRÉSENTANT DES POPULATIONS BAMENCHI

" Je voudrai vous dire que nous sommes vraiment très déçus "

Je vais commencer par des choses qui vont vous étonner, le quartier Bamenchi est le numéro 1 du groupement Bandja, nous avons donné à l'état, l'école publique groupe I, groupe II, la sar, l'école publique bilingue, la sous préfecture, la mairie, l'hôpital, le marché, l'école publique du péage, le lycée bilingue le Cetic et ce site de péage. Cela fait environ 14 sites, si vous aujourd'hui, pour vraiment ne pas faire souffrir les frères comme ceux-ci qui ont été endommagés, l'état pouvait nous accorder cette déléance, parce que personne n'ira lutter avec l'état et je le dis étant à genou avec les larmes aux yeux afin qu'il puisse déplacer ce péage pour aller



l'installer vers la frontière ou personne ne souffrira de rien. Parce que s'il faut dédommager quelqu'un là-bas, peut être on lui aurait coupé un mangui, soit, trois pieds de caféiers, mais là, il n'y aura pas de domicile à détruire. Vraiment c'est cette déléance que nous posons à l'état. J'ai même oublié de vous dire que là où nous nous trouvons ce site abrite le lieu sacré qui tient tout le village, l'eau qui ravitaille tout Bandja actuellement sort de là, cela voudrait dire que le lieu sacré à son droit d'y être. Nous n'avons jamais été associés dans les travaux sur le terrain, c'est à la dernière heure que cette décision a été prise.

MENOUA - ORGANISATION PARTIELLE DES REGIONALES :

Le président d'ELECAM a organisé un atelier à Dschang

Enow Abrams Egbe, président du Conseil électoral de ELECAM, a organisé un atelier à Dschang, à l'intention des têtes couronnées de la Menoua. C'était le jeudi 14 janvier 2021.

Par le décret n°2021/001 du 04 janvier 2021, le chef de l'Etat a convoqué le collège des électeurs, de la circonscription électorale de la Menoua aux urnes, le dimanche 04 Avril 2021, à l'effet de procéder à l'élection des représentants du commandement traditionnel du département, au Conseil régional de l'Ouest, suite au rejet de la liste desdits représentants par le Conseil électoral, lors de l'élection du 06 décembre 2020, pour "Non prise en compte des composantes sociologiques du département". Dans la perspective d'une organisation efficiente du scrutin ainsi annoncé, Enow Abrams Egbe, président du Conseil électoral, président d'Electons Cameroon (ELECAM), a tenu à organiser un atelier à Dschang, à l'intention des têtes couronnées de la Menoua. Le thème au centre des travaux du jour a porté sur : " Le rôle et la participation des chefs traditionnels

dans le processus électoral, pour une élection inclusive et réussie. ", dans le but d'aborder les questions importantes liées à la bonne tenue de l'échéance électorale à venir. Et dans cette perspective, le président du Conseil électoral a balisé le champ des débats : " Ce thème évocateur sonne comme une interpellation de la mission, que chacun de nous a le devoir d'accomplir face aux défis à relever, en vue de l'organisation d'un scrutin libre et transparent. [...] Cette concertation se veut donc amicale. [Et] à travers des échanges que je souhaite francs et productifs, nous allons réfléchir ensemble sur les problématiques cruciales, qui pourraient entacher la bonne tenue de l'élection du 4 avril prochain... " Dans son mot de bienvenue à ses hôtes, Jacques Gabriel Kemleu, en sa qualité de magistrat municipal de la cité d'accueil, a insisté sur l'utilité d'une telle rencontre : "

C'est dans le but d'éviter un autre rejet pour le même motif, que monsieur le président du Conseil électoral a bien voulu organiser cette séance de travail, [afin] d'évaluer le climat pré-électoral et l'état d'esprit ambiant, dans notre circonscription électorale, entre les différents acteurs concernés d'une part et, d'autre part, de sensibiliser et d'édifier les chefs traditionnels sur l'impérieuse nécessité, de bien assimiler la notion de composante sociologique... " A l'issue des travaux, qui se sont déroulés en présence du préfet de la Menoua et de son état-major, ainsi que de l'importante délégation de membres du Conseil électoral et de cadres d'Electons Cameroon, qui accompagnait le président Abrams Egbe, les points de vue des autorités cheffales de la Menoua ont semblé trouver un angle commun, de convergence...

Roch KENFACK

MADAME NZEDOM ESTHER PROPRIÉTAIRE DE MAISON ENDOMMAGÉE

" Ici c'est ma tombe et je vous rappelle que je suis veuve "

Ce péage existant se trouve au milieu du village et le divise en deux, donc déjà même , avant le projet de péage automatique, on avait déjà des problèmes, c'est à dire quand on se retrouve de ce côté où nous sommes, pour aller à la sous préfecture, au marché, à l'église, rendre visite à votre frère ou sœur, nous devons payer. Là maintenant, en plus de ce désagrément, il y a des constructions et les lieux sacrés du village qui se trouvent sur le site qui a été choisi pour construire ce péage automatique. Donc nous proposons qu'on déplace ce péage et qu'on le mette à la limite avec le village Batié, ainsi, le village ne sera plus scindé en deux, et ce nouvel es-



pace est pratiquement vierge, car il n'y a pas les populations aux environs et cela ne fera du mal à personne, au lieu de venir ici où il y a des maisons déjà bien construites, des champs etc. vraiment, je suis particulièrement touchée parce que moi, je vivais à Bamenda ou j'avais une maison, laquelle maison avec les troubles a été détruite, je me retrouve maintenant à Bafoussam et je m'apprête à parce que ma maison est pratiquement finie à venir vivre ici et tout ce qui reste, c'est de venir mettre les carreaux et les sanitaires. Ici c'est ma tombe si je fermai les yeux aujourd'hui et je vous rappelle au passage que je suis une veuve.

BILLET



La loupe de Temkeng

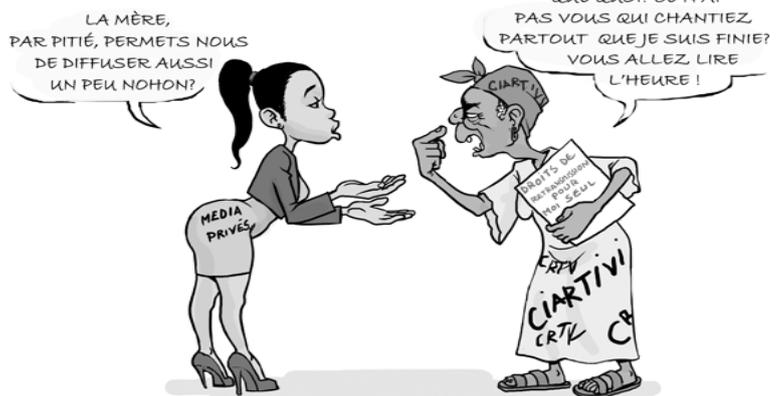
SANCTIONS PERMANENTES DES ÉLECTIONS À LA FÉCAFOT : POURQUOI PAS POUR UNE FIFA POLITIQUE ?

La nouvelle ne pouvait tomber plus mal et plus ridicule. Au moment où le Cameroun accueille toute l'Afrique pour son championnat local des nations, compétition dans laquelle il devait jouer les premiers rôles la Fédération internationale de Football a décidé d'annuler l'élection du président de la Fédération camerounaise de football , élection qui a eu lieu il y a pourtant déjà trois ans. On se souvient que Seidou Mbombo Njoya ce président élu l'avait pourtant été par des élections organisées par un comité de normalisation mis sur pied par cette même FIFA et qui avait ainsi sa caution morale pour le faire. Dénoncer trois ans après ce travail fait par son comité c'est lui dénier la confiance et l'autorité qui lui avaient été conférées à l'époque. Et l'on n'oublie pas non plus qu'avant la mise sur pied de ce comité de normalisation c'est une autre élection qui avait annulé laquelle n'était pas la première dans ce genre. On perd même la mémoire si on voudrait revenir sur tous ces scandales et querelles entre la FIFA et la Fécafot à propos des élections et les comptabiliser. A la fin cela devient agaçant et enfantin. Des deux choses l'une. Soit c'est cette FIFA qui n'est pas sérieuse et s'amuse à annuler à chaque fois toute élection des dirigeants de la fédération de football au Cameroun soit ce sont ces camerounais qui sont incapables de se choisir sans entaches ces dirigeants. La première hypothèse n'est pas digne d'être retenue car si c'était le cas elle, cette FIFA agirait de même partout avec tous les autres pays des cinq continents. Reste donc la deuxième hypothèse, le non sérieux des camerounais en football et pas que là seulement. Si nous sommes incapables de bien organiser des simples élections pour une seule discipline sportive comment pourrions-nous être à même de le faire quand il s'agira des élections nationales organisant la vie dans tout un pays ? . Cette situation soulève de notre part une interrogation. Pourquoi dans ce qui n'est qu'un simple jeu tous les cinq continents se sont mis ensemble pour créer une superstructure ayant une autorité avérée capable de veiller avec une attention particulière sur les élections des dirigeants de ce jeu mais n'ont pas été capables de le faire pour les autres élections plus sérieuses celles engageant la vie des citoyens des pays mal gouvernés ? Une sorte de FIFA politique en quelque sorte. Comme le monde évolue très rapidement il n'y a pas à désespérer que demain soit porteur d'un tel espoir

François TEMKENG CHEKOU

La dédicace de Paul Monthé

CHAN ET RETRANSMISSION



DIRECTION / ADMINISTRATION Directeur de publication : Michel Eclador PEKOUA (699 92 59 45) Assistant administratif : Larissa KEMTA (691 45 95 91) REDACTION Rédacteurs en chef : Ben NDIAYE & Gabriel YOUBI (Yaoundé), Grand Reporter René MBONDJEU. CHEFS DE DESK Politique : Eric YAKAM (699 87 09 57) ; Economie : Aissatu TATBA (696 63 21 88) Sport : Georges Polidor KEMENI (677 20 73 42); Communautés & Événementiels : Gilli Boutchouang (693 44 09 21) ; Chroniques Judiciaires : NSANGOU MAMA. CHEFS DE BUREAUX Yaoundé Gabriel YOUBI (699 96 61 51) Douala Aissatu TATBA (696 632 188) Bafang : Gilli BOUTCHOUANG (693 44 09 21); Dschang : Roch KENFACK (675 98 97 22) Equipe rédactionnelle : Ben NDIAYE (699 664 633) Martial HOGBE MATIP, Noël NGAHANE, Mohamed Nacer NJOYA KOUOTOU (694916441) Dexter NANA Franky NZOMAFFO Roch KENFACK René MBONDJEU (695 14 45 94) Houzerou NGROUPAYOU (694 83 43 63) Christian MANGA (697 25 78 37) Georges Polidor KEMENI (677 20 73 42) Ginette BIBAN (695 494 241). Moustapha M. MONKOUOP (699721600) (Caricaturiste Paul MONTHE (679 32 89 00) Montage/Infographie Ovest Echos Impression Jygraf Yaoundé Ovest Echos est édité par " Groupe Pekoua ", société à responsabilité limitée (Sarl) au capital de 1.000.000 FCFA constituée selon les normes OHADA. N° contribuable : M0100000199002 N° employeur CNPS : 380-0100428-A Gérant statutaire : Pekoua Michel Eclador.



Politique

COMMÉMORATION :

La 50^e anniversaire d'Ernest Ouandié célébrée à Bafoussam

Ce 15 janvier 2021 était la commémoration du 50^{ème} anniversaire de l'assassinat d'Ernest Ouandié, leader de l'Union des populations du Cameroun (Upc).

Vendredi 15 janvier 1971, vendredi 15 janvier 2021. 50 ans déjà qu'Ernest Ouandié, ancien vice-président de l'Union des populations du Cameroun (Upc), figure de proue de la lutte nationaliste, fut lâchement assassiné à Bafoussam. A cette occasion, la fraction Upc de la région de l'Ouest, comme partout ailleurs au Cameroun et en Afrique, a rendu hommage à l'un des plus grands héros national. Etaient présents à cette cérémonie organisée par le coordonnateur régional Ouest de l'Upc, Michel Eclador Pékoua, le Pr Louka Basile de l'Upc, Edith Kawala du Cpp, le député Koupit Adamou de l'Udc, Patient Dom de l'Alliance patriotique (AP), et des nombreux militants, militantes et sympathisants de l'Union des populations du Cameroun. Au programme de cette journée commémorative, la procession jusqu'à sa tombe et une conférence de presse au cours de laquelle ont intervenu la présidente du Cpp, Edith Kawala, l'hon Koupit Adamou de l'Udc, Parfait Dom et le Pr Louka Basile de l'Upc.

Malgré l'interdiction par le sous-préfet de Bafoussam 1^{er} de la procession depuis le lieu de l'exécution d'Ernest Ouandié, le cortège a marché du site de la conférence pour le lieu où il a été inhumé. Là-bas, témoignages et les discours vont constituer les points forts de cette étape. Pour commencer, c'est le Pr Louka Basile de l'Upc, qui va élever sa voix pour rendre hommage à son illustre camarade. " Camarade Emile, l'histoire a déjà jugé. Maintenant, il nous appartient d'implémenter le jugement de l'histoire, pour le bien-être et le développement de



Des responsables de l'UPC autour de la tombe du Martyr Ouandié

notre nation. Et comme ça, nous avons un but, le témoignage et l'hommage qu'il faut à la lutte que toi et tes camarades avez menée ", a-t-il dit. A son tour, Patient Dom de l'Alliance patriotique (Ap), va promettre de continuer le travail inlassable de regrouper toutes les filles et les fils de notre pays dans un combat digne pour l'unité de notre pays et pour son

KOUPIT ADAMO, UDC

"La réconciliation est nécessaire pour l'émergence du pays"

Aujourd'hui nous sommes là pour commémorer le 50^{ème} anniversaire de l'assassinat lâche, du dernier symbole de la résistance nationale au Cameroun Ernest Ouandié. Après l'hommage de madame la présidente de l'Udc, nous avons cru saisir ce moment solennel pour attirer l'attention de la nation toute entière, de la nécessité d'une réconciliation de ce



progrès. Quant à Député U d c , Koupit A d a - mou, il va s'engager au nom de son parti et de sa p r e s i - d e n t e nationale, de veiller à ce que cette nation honore ses héros, à réconcilier le Cameroun avec son histoire, réconcilier le Cameroun avec ses héros, en organisant des journées de deuil national, et également d'ériger dans les différentes villes des monuments. Pour conclure cette série d'hommages à l'endroit de celui qui a incarné la lutte nationaliste au Cameroun et en Afrique, Edith Kah Wala avec la poing levé, va d'abord

inviter les manifestants à dire ensemble " vive le Cameroun ! " 3 fois pour rendre un vibrant hommage à ce héros national. Par la suite de son mot, elle a tenu à dire trois choses : merci à Ernest Ouandié pour sa détermination, pour sa volonté à continuer le combat et pour sa vision du Cameroun qui est restée intacte et qui sera tôt ou tard achevée. Cette étape sera conclue par la pose d'une gerbe de fleurs sur la stèle d'Ernest Ouandié.

QUE DOIT-ON RETENIR ?

La reconnaissance de l'engagement et l'action d'Ernest Ouandié dans la lutte nationaliste a fait l'unanimité au cours de la conférence de presse. Partant du postulat selon lequel, " si Ernest Ouandié était là aujourd'hui, qu'allons-nous lui dire ? " ; eh bien Edith Kah Wala, présidente du Cpp, a estimé que pour continuer le com-

bat, il nous fallait trois choses à savoir : le courage, l'organisation et la fidélité. Par contre, du côté de l'union démocratique du Cameroun, il faut réconcilier le Cameroun avec son histoire et avec ses héros. Pour ce faire, l'hon Koupit Adamou, a demandé de se servir de deux phrases d'Ernest Ouandié : " le combat continue " et " vive le Cameroun ". Prenant la parole, le Pr Louka Basile va insister sur le changement politique au Cameroun. Selon lui, ce changement va s'évaluer par rapport au traitement de la mémoire d'Ernest Ouandié. " Il faut remettre la nation à sa mémoire. Il faut réconcilier l'Etat et faire qu'il se ramène à sa mémoire ", a-t-il conclu. Cette étape a été aussi animée par des échanges et quelques livres et documents historiques sur Ernest Ouandié ont été exposés au public.

Nacer NJOYA

Pr LOUKA BASILE, UPC

"Un pas important a été fait mais la route reste longue"

Nous pensons qu'au vu de ce qui a été fait, Ernest a été reconnu héros national par l'assemblée de notre pays. Ça a été un pas important. Qui plus est, lui qui fut condamné par le tribunal militaire et exécuté, il a été réhabilité par une loi de notre république. Cependant, en l'impression qu'on a fait un pas puis on s'est arrêté alors que la route est encore longue. La nation a besoin de son histoire ; la nation a besoin de ses héros ; et c'est en hono-



rant effectivement tous ceux qui ont été comme héros nationaux, que nous allons montrer la voie à notre peuple, à notre pays. Donc nous disons, qu'un pas important a été fait ; mais on s'est arrêté là alors que la route est encore longue. La manière dont cette figure nationale sera traitée, sera très forte déterminante sur le contenu que nous donnons au changement politique dans notre pays.

TEXTE DE HENRIETTE EKWE

L'Ouest si chère à l'Upc...

En marche de la commémoration du 50^e anniversaire de l'assassinat de Ernest Ouandié, Henriette Ekwe la Présidente par intérim de l'Upc a délivré deux textes. Le premier effectivement sur Ernest Ouandié très partagé et le second ci dessous sur la place que l'Ouest a donné à l'Upc.

Il est de plus en plus courant aujourd'hui au Cameroun de prétendre que l'Upc a "son Adn en pays Bassa", une absurdité au regard même de l'histoire de l'Upc qui prend racines dans le syndicalisme camerounais et surtout "emboîte le pas aux patriotes qui ont courageusement combattu les abus du colonialisme allemand au tout début du XX^{ème} siècle moins de vingt ans après l'établissement du protectorat allemand sur le Kamerun. Voilà le précieux héritage de l'Upc qui n'a rien voir avec les petits calculs conçus par le pouvoir politique pour réduire à jamais, pensait-on, l'identité upéciste à une région voire à un village. La Grande Sanaga Maritime a hébergé le premier maquis camerounais sous l'égide du Comité national d'organisation (Cno). Le peuple bassa, peuple martyr a payé un lourd tribut à la lutte de libération et il faut saluer ces sacrifices. Plus tard, à coup de répressions, de bombardements des villages au napalm et de trahisons, la lutte armée s'est déportée en pays bamiléké avec la création de l'Alnk dirigée par Singap Martin dont le quartier général était établi à Bandenkop, un village dans l'ancienne circonscription de la Mifi. La troupe colo-



male va une fois de plus se montrer impitoyable et ce village va être tout simplement bombardé au napalm comme beaucoup d'autres villages bamiléqués. Mais avant cette création du maquis l'Ouest, cette région va aussi participer au Combat pour l'Indépendance et la Réunification. En 1949, l'Assemblée des chefs traditionnelle Bamiléké, le Kumze, se tient à Dschang. Djoumessi Mathias en est le président. Le Kumze fera le voyage de New-York pour plaider la Réunification et l'Indépendance du pays. C'est ainsi que Djoumessi Mathias est devenu le premier président de l'Upc. Au cours de ce même mois de décembre 1949, une assemblée générale de l'Upc se tient à Kumba qui sera transformée en congrès. La

première journée de ce congrès a été présidée par une princesse Bana, un événement inédit dans le monde entier. Ces deux événements qui ont eu lieu en 1949 sont rapportés dans l'organe de l'Upc "La Voix du Kamerun" en date du 5 janvier 1950.

Cette princesse sera assassinée à Bana en 1954. Sa veillée mortuaire donnera lieu à des émeutes matées par la troupe coloniale, car le peuple accuse l'administration coloniale de l'avoir assassinée. Cet événement sera rapporté dans le journal d'un français "Le Bamiléké". Le premier secrétaire du Camarade Ouandié, Makembe Tollo va être expédié à Foreke dans la Menoua pour y créer un maquis. Il y laissera un souvenir impérisable de Bad Boy, un chef intrépide et sans peur. L'Ouest donnera par ailleurs des dirigeants politiques à l'instar de Ouandié et Félix Roland Mourié, et Kingue Abel entre autres (un Président et deux vice-présidents). Voici les quelques raisons pour lesquelles l'Upc est ici à l'Ouest comme partout au Cameroun chez elle.

Henriette EKWE
Bafoussam le 15 janvier 2021

Quest Echos
Premier Journal National d'Informations Régionales
... À l'ère de la Décentralisation et de la Gouvernance locale
VIVEZ LES MONTS D'OR 2020
LE VENDREDI 12 FÉVRIER 2021 à LA SALLE DE LA MAISON DU PARTI DE BAFOUSSAM à 17H
La plus prestigieuse cérémonie des Awards dans la région de l'Ouest organisée par le plus ancien journal régional de l'Afrique centrale
Avec la participation de
CAMEROUN 12
CLUB MEDIA OUEST

DIPLOMATIE :

Paul BIYA honni par la diaspora camerounaise

Après avoir interdit au Chef de l'Etat du Cameroun le territoire européen, c'est au travers d'une campagne d'affichage assidue, que certains camerounais de la diaspora en France ont choisi de ternir profondément l'image du Président camerounais. Et ce n'est pas les protestations de l'ambassadeur du Cameroun en France qui va changer quoi que ce soit.

C'est un euphémisme que d'affirmer que la diaspora camerounaise est entièrement remontée contre le Chef de l'Etat du Cameroun. Ces camerounais lui vouent une haine viscérale, à nulle autre pareil. Une tentative de justification de cette haine tire son sens dans l'autoritarisme voire l'autisme dont fait preuve la gouvernance camerounaise au bercaïl. Depuis les marches blanches et pacifiques du 26 janvier 2019 qui se sont soldées par la brutalité policière et des arrestations musclées des militants et sympathisants du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) de Maurice KAMTO, ces camerounais de la diaspora sont particulièrement révoltés contre le Président Biya. Il s'agit pour eux de réagir aux brimades, arrestations, intimidations, dont sont au quotidien les militants du Mrc. Aussi longtemps que le leader du Mrc, fondamentalement auréolé après sa tournée occidentale massive suivie et phénoménale du début d'année 2020, le Mrc qui souffre le martyr de la démocratie camerounaise, essaie par tous les moyens de se défendre. De même d'homme, même l'ancien maréchal du Congo-Zaïre, feu MOUNBUTU SESESEKO KOKUWENZO WAZABANGA n'avait pas connu dans ses derniers jours de pouvoir, de

telles humiliations de la part de ses concitoyens. Le Mrc et ses alliés se défendent comme ils peuvent, en usant de toutes sortes d'artifices pour se faire voir et entendre. Les problèmes camerounais sont déversés sur la place publique parisienne. Le couple présidentiel Paul et Chantal Biya sont présentés comme des assassins. Dans un communiqué de presse daté du 12 janvier 2021, l'ambassadeur du Cameroun en France André-Magnus EKOU MOU s'insurge contre " la campagne d'affichage contre le Cameroun et son Président "

LES FAITS

L'Ambassade du Cameroun en France porte à la connaissance de l'opinion publique qu'une campagne d'affichage sauvage et malveillante se déroule depuis un mois environ dans certains endroits de la capitale française et de l'île de France en général. Cette campagne qui est orchestrée par des partisans d'un Parti politique bien connu, a pour objectif de ternir l'image de marque du Cameroun et de son illustre Chef le Président de la République SEM PAUL BIYA " indique l'ambassadeur EKOU MOU dans son communiqué. Le Mrc est ainsi accusé à mots couverts, même si sur ces affiches en question, ni les insignes de ce parti



Le couple présidentiel est l'objet des campagnes infamantes



politique, encore moins ses représentants connus ne sont pas directement impliqués. L'Ambassadeur accuse le Mrc sans preuves probantes. Le rapprochement entre le Mrc et la Brigade anti-sardinare (Bas) est subtilement fait, comme il est de coutume depuis le 26 janvier 2019. Mais au-delà du Mrc qui est accusé, il faut reconnaître qu'il s'agit d'un amalgame volontairement entretenu par les autorités étatiques au bercaïl. " L'ambassade du Cameroun en France dénonce ces agissements qui se déroulent au moment où le Cameroun s'appête à abriter le Chan, au cours duquel tous les regards des observateurs seront braqués sur notre pays ; Au demeurant, cette cam-

pagne incongrue surgit aussi dans un contexte sécuritaire interne difficile ; le Cameroun étant confronté dans sa partie Septentrionale et dans les Régions anglophones à une double crise provoquée par les obscurantistes terroristes de boko haram et les velléités irrédentistes des bandits sécessionnistes " poursuit sentencieusement André Magnus EKOU MOU. On peut s'interroger sur la légalité de ces affichages tant est que ces affichages publics sont fondamentalement réprimés. Les auteurs de ces affiches ont-ils eu les autorisations nécessaires pour se déployer ? Qu'a fait concrètement l'ambassadeur pour stopper cette campagne, en dehors de pondre un communiqué accusateur ? Une plainte devant les juridictions françaises, aurait pu être initiée contre les auteurs de cette campagne, si tant est qu'ils sont connus. L'Ambassadeur sans être concret et efficace, use juste d'une rhétorique qui ne résout pas le problème. Nouvellement installé, il se braque une bonne frange de la diaspora camerounaise, au lieu de les rassembler. A qui s'adresse André-Magnus EKOU MOU lorsqu'il lance cet appel " L'ambassade du Cameroun en France en appelle à la préservation de la crédibilité et la respectabilité de l'image du Cameroun sur l'espace public international " ? Bien plus que des mots, l'ambassadeur est attendu sur le terrain des actions concrètes, si tant est qu'il en a les moyens. Car visiblement, cette campagne d'affichage qui semble avoir bénéficié du soutien des autorités françaises, tire son fondement sur les injustices dont font preuve les autorités étatiques camerounaises, ceci dans un engrenage d'Actions - Réactions. L'ambiance de fin de règne du Prince aiguise tout sorte de velléités et ou de fantasmes dans les esprits des camerounais. Mais jusqu'où cette diaspora ira-t-elle dans ses actions ? vivra qui verra, quand on sait que la crise anglophone se nourrit des actions et autres initiatives de cette diaspora.

Eric V. YAKAM

FÉCAFOOT :

L'embrouillamini causé par le TAS

Le 15 janvier 2021, le Tribunal Arbitral du Sport (Tas) a rendu le verdict de l'affaire Olympique As Meiganga et la Fécafoot en prononçant l'annulation de l'ensemble du processus électoral conclu le 12 décembre 2018. Paradoxalement, cet exécutif déchu restera en fonction jusqu'à la mise en place d'un autre exécutif. Il n'y aura pas de 3ème comité exécutif transitoire comme cela était attendu. Toute chose qui crée la confusion au sein des acteurs du football camerounais.

Dans sa correspondance du 16 janvier 2021, Mme Fatma SAMOURA ci-devant Secrétaire générale de la Fédération internationale de football association (Fifa), justifie le maintien du statu quo ante à la fécafoot par ces termes : " Compte tenu des circonstances du cas en question, et pour les motifs retenus par le Tas, la Fifa considère également que tant la ratio legis des dispositions applicables que la nécessité d'assurer une continuité de service jusqu'aux nouvelles élections à organiser dans les meilleurs délais, justifient de laisser aux organes actuellement en place le soin d'assurer l'intérim de la Fécafoot ". Cette correspondance est intervenue peu après que la délégation de la Fifa conduite par son président Gianni INFANTINO soit reçu (le 15 janvier 2021) en audience par le Président Paul BIYA au Palais de l'Unité. Concrètement, aucune nouvelle date précise de la transition encore moins un 3ème Comité exécutif ne sera mis en place. Juste un changement de titre des responsables déchu par la sentence du Tas. Seidou MBOMBO NJOYA et Cies resteront donc en fonction, probablement jusqu'à la fin de leur mandat. Pour autant, cet intérim sera strictement encadré par la Fifa et limité aux tâches permettant d'assurer la continuité des affaires courantes et celles liées à la finalisation à brève échéance du processus d'adoption des nouveaux statuts et textes réglementaires requis, ainsi que l'organisation de nouvelles élections. Cette prise de position de la Fifa est du goût de la Fécafoot qui s'est empressée de prendre acte de la sentence du 15 janvier 2021 du Tas et des précisions subséquentes de la Fifa, ceci

au grand dam des parties adverses dont le Président d'étoile filante de Garoua Abdouraman Ahmadou Baba fait partie. Il fulmine en déclarant via son compte facebook le 17 janvier 2021 que : " au Cameroun, la Fifa nage en pleine science - fiction ! Ne faudrait-il finalement pas commencer par normaliser la Fifa elle-même... ? La Fifa est accusée de parti pris en faveur d'une des parties belligères, pourtant déchu par le Tas. Rappelons que cette décision intervient au moment où le Chan a lieu dans notre, et dont le Président Paul Biya a boudé la cérémonie d'ouverture. Ce Chan se déroule sans présidents de la Caf et de la fécafoot ; sans président de la Ligue de football professionnel du Cameroun (Lfpe) ; sans championnat national de football. Nous sommes ainsi loin d'être sorti de l'auberge, dans l'imbroglio qui couve à la fécafoot depuis le départ d'IYA Mohamed.

HISTORIQUE

La FECAFOOT, née sous l'appellation de " Fédération nationale du Cameroun ", a été fondée en 1959. Elle est affiliée à la Fifa depuis 1962 et est membre de la Confédération africaine de football (Caf) depuis 1963. Son premier Président était NGANKOU Amos (1958 à 1960). En 1961 a eu lieu l'élection d'un nouveau président de la Fécafoot, en la personne d'Ibrahim MBOMBO NJOYA, qui restera en place jusqu'en 1964. Il est le père du Président actuel par intérim de la fécafoot Seidou MBOMBO NJOYA. De 1964 à 1968, le football camerounais restera sans président véritable de la Fécafoot. En 1968, René ESSOMBA est élu à la tête de la Fécafoot. Il y res-



Seidou Njoya et Abderaman, les protagonistes du feuilleton

tera jusqu'en 1972. Après 1972, Jean ZOA AMOUGOU est nommé président de la Fécafoot, poste qu'il occupera jusqu'en 1978, avant d'être remplacé par Gottlieb TITTI. Il restera en fonction jusqu'en 1985. Peter NTAMACK YANA prendra la relève pendant un an de 1985 à 1986. Issa HAYATOU lui succédera en 1986 jusqu'en 1988. Il deviendra Président de la Caf. Le 15 janvier 2021, il a été fait président d'honneur de la Caf et installé à Yaoundé, ceci avant l'ouverture du Chan. Jean NJI NJIKAM prendra l'intérim de 1988 à 1989 ; puis ce sera Albert ETOTOKE de 1989 à 1990 ; Simon NJIKAM et Pascal OWONA de 1990 à 1993. Maha DAHER dirigera la fécafoot de 1993 à 1996. L'élection de 1996 à l'issue de l'Assemblée générale extraordinaire de la Fécafoot, voit la victoire de Vincent ONANA. A la veille de la phase finale de la Coupe du Monde en France en 1998, pour laquelle l'équipe nationale du Cameroun s'était qualifiée, celui-ci sera accusé de fraude puis démis de ses fonctions. La Fifa mettra en place une Cellule Exécutive Provisoire

mis en place par la Fifa, cette fois chapeauté par Me Dieudonné HAPPI. Il sera chargé de toiletter les textes de la Fécafoot et d'organiser de nouvelles élections. Ce qui sera fait en décembre 2018 où Seidou Mbombo Njoya remportera le vote de l'assemblée générale. Mbombo Njoya prendra service le 18 décembre 2018, au grand dam d'Abdouraman Ahmadou qui contestera à nouveau le processus électoral. Rendu au Tas, sa sentence a été rendue publique le 15 janvier 2021, invalidant à nouveau l'élection de Seidou MBOMBO NJOYA. Contre vents et marrées, la Fifa se réservera à nouveau de constituer comme par le passé, un autre Comité de normalisation, préférant laisser à l'équipe en place, la charge de revisiter ses textes et d'organiser de nouvelles élections, sans déterminer un chronogramme précis des activités. Comme quoi, les batailles intestines à la Fécafoot, tournent autour du contrôle de l'argent que génère ce sport roi dans notre pays. La pomme de discorde tire ses origines sur l'assemblée générale électorale habilitée à voter un nouvel exécutif à la fécafoot. Selon Abdouraman Ahmadou, qui apparaît comme un érudit des textes de football au Cameroun, c'est l'assemblée de 2009 qui serait qualifiée pour la tâche. Au regard des victoires qu'il engrange depuis toujours face à d'imminents enseignants et juristes, force est de constater que la guerre des égos n'est pas encore finie à la fécafoot. Mais jusqu'à quand va donc durer cet imbroglio qui déteint considérablement et négativement sur les compétences et l'honorabilité des acteurs de football camerounais ?

Eric V. YAKAM

Economie

CAMAIIR-CO :

Au cœur de la gadoue, qui rend impossible son envol

Suite au conseil d'administration extraordinaire tenu à Yaoundé le 07 janvier 2021, un nouveau top management de la Camair-Co a été nommé puis installé. Il s'agit de M. AYEM Mauger comme Pca, et du Colonel ELA NGUEMA Jean Christophe au poste de Dg, assisté de FOCHIVE Alexandre comme Dg adjoint. Ce 7ème exécutif depuis son vol inaugural du 28 mars 2011 a du pain sur la planche. Mais au regard des comptes administratifs, opérationnels et financiers très déficitaires, et d'un environnement social déléteri, on voit mal la Camair-co reprendre à court terme son envol. Et pour cause...

Créé par décret présidentiel du 11 septembre 2006, la Camair-Co est née sur les cendres de la Cameroon Airlines. Son unique actionnaire est l'Etat du Cameroun. Camair-Co est placée sous la double tutelle des ministères des transports et des finances. En mai 2008, Camair-Co comptait 06 aéronefs dont l'âge moyen était de 8 ans. Mais au fil du temps, ces avions ont soit été immobilisés pour cause d'entretien, soit saisis pour cause d'impayés, soit tombés en panne faute de pièces de rechange. Le coronavirus est venu aggraver la situation financière et même administrative d'une entreprise qui n'a jamais connu un envol véritable depuis son existence. Depuis sa création, Camair-Co a vu tour à tour 7 sept Directeurs généraux (Dg) se succéder à son chevet pour tenter de lui donner un peu de visibilité et de crédibilité. Mais hélas, la plus grande folie managériale est de répéter les mêmes erreurs en espérant miraculeusement une amélioration des choses. C'est un truisme que de dire que la Camair-Co est un gouffre financier pour l'Etat. C'est une entreprise qui mérite la liquidation. Mais pour y parvenir, il faudrait la rendre vendable tellement elle est moribonde. C'est la tâche qui a été confiée à son nouveau directoire conduit par le colonel de l'armée de l'air camerounaise ELA NGUEMA Jean Christophe (Dg) et FOCHIVE Alexandre (Dga), et avec pour Président du Conseil d'administration (Pca) Mauger AYEM. Y parviendront-ils ? Rien n'est moins sûr.

PRECEDENTS

Dans l'extrait d'une correspondance adressée le 14 juillet 2020 au Premier ministre (Pm) Joseph Dion Nguté, le Secrétaire général de la Présidence Ferdinand Ngoh Ngoh répercutait les instructions du Chef de l'Etat. " Le Chef de l'Etat demande au PM, Chef du gouvernement, d'élaborer en urgence, en collaboration avec le ministre des Transports, le ministre des

finances, le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Camair-Co et l'Autorité aéronautique (CCAA), un plan de restructuration, de relance et de développement de la compagnie, dans l'optique d'ouvrir son capital social à hauteur de (51% à un partenaire stratégique privé, conformément à l'article 5 du décret du 11 septembre 2006, portant création de la Camair-Co ". En clair, face aux nombreuses difficultés financières, dont fait face la compagnie aérienne publique camerounaise, depuis le lancement de ses activités en 2011, l'Etat opte finalement pour la cession de ses parts majoritaires à un opérateur privé, comme prévu par les textes de sa création. Mais avant, il urge de rendre cette entreprise vendable. En effet, dans une alerte lancée le 19 juin 2020 à l'actionnaire unique de l'entreprise qu'est l'Etat du Cameroun, le commissaire aux comptes de la Camair-Co attirait l'attention de l'Etat sur la situation opérationnelle et financière catastrophique de cette compagnie aérienne, devenue un gouffre à sang pour les finances publiques. " ... Nous avions déjà relevé dans notre rapport de commissariat aux comptes au titre de l'exercice 2015, émis le 9 avril 2018, que les capitaux propres de Camair-Co étaient devenus inférieurs à la moitié du capital social, et que l'Assemblée générale (AG) devait décider s'il y a lieu de procéder à la dissolution anticipée de la société ou non (...) La compagnie dispose désormais d'un seul aéronef (MA 60) susceptible de voler à brève échéance (...) Le personnel cumule actuellement quatre mois d'arriérés de salaires pour une masse salariale mensuelle d'environ 500 millions de Fcfa ". Ainsi détaillait déjà les comptes de la Camair-Co par le Cabinet Okalla Ahanda & Associés. La crise du Covid-19 est venue empirer la situation générale de la Camair-Co. Son Pca NGALLE BIBEHE Jean Ernest Massema avait dans une correspondance datée du 05 juin 2020 et



adressée à l'ex Dg Louis Georges NJIPENDI KUOTU annoncé : " la mise en chômage technique de près de 65% du personnel, à compter du lundi 08 juin 2020 ". Cette entreprise qui croule sous le poids d'énormes dettes, peine même à assurer ses aéronefs. Ces derniers au nombre de 6 sont très souvent hors services, saisis pour paiement de créances, ou alors en visite technique de maintenance. C'est ainsi qu'avec 35 milliards Fcfa de dette en 2016, cette banqueroute avait été reportée, car l'Etat du Cameroun s'était engagé à apurer cette dette. Sous Ernest DIKOUK qui Louis Georges NJIPENDI KUOTU a remplacé, la Camair-Co a eu un semblant d'embellie dans ses caisses en 2017, ceci avec l'augmentation de son trafic passager avec un taux de remplissage des avions atteignant les 90%. Cette augmentation de son trafic passager avait fait croître de 65% son chiffre d'affaire l'amenant à 23 milliards Fcfa. Quant au déficit d'exploitation, qui dépassait les 25 milliards Fcfa en 2016, il avait été ramené à 5% au 31 décembre 2017. La masse salariale passera aussi de 734 à 590 personnes durant cette période. Et puis, cette embellie n'aura été que très éphémère. Depuis lors, la Camair-Co est redescendue de son piédestal, pour touter la banqueroute. Le personnel rassemblé au sein du Collectif des Syndicats nationaux de la Camair-Co menace très souvent de faire grève, non seulement pour protester contre le plan de dégraissage

DEGRAISSAGES SUCCESSIFS

" J'ai l'honneur de vous demander de transmettre l'ensemble de ce dossier pour avis au prochain Conseil d'administration, avant de procéder à la mise en chômage technique de près de 65% du personnel, à compter du lundi 08 juin 2020 ", ainsi s'adressait le Pca de la Camair-Co le ministre des transports Jean Ernest Massema Ngalle Bibehe au Dg Louis Georges Njipendi Kuotu le 05 juin 2020. Ayant subi un premier dégraissage en 2017, cette entreprise qui compte un effectif d'environ 590 personnels, est contrainte de se séparer des 2 tiers de son effectif soit environ 400 personnes. Les circonstances l'imposent d'autant plus que cette entreprise publique était en sureffectif pour une flotte dérisoire de 6 aéronefs dont certains sont inopérants. En effet, outre le MA 60 dont les pièces importantes sont arrivées en butée, le Q400 quant à lui, pour des raisons liées aux arriérés de loyers, fait l'objet de la part du locueur, d'une décision de rupture unilatérale du contrat qui le liait à la Camair-Co. Il convient de noter pour ce cas, le comportement peu orthodoxe de ce partenaire qui a continué ces derniers mois à facturer lesdits loyers en dépit des difficultés inhérentes à la pandémie du coronavirus et de l'immobilisation actuelle de cet aéronef. Pour ce qui est des avions loués en ACMI dont un Q400 et un Boeing 737, le contexte actuel de la pandémie n'est, à ce stade, pas favorable à leur exploitation optimale, de manière à garantir des revenus aptes à soutenir la continuité des opérations. Les deux Boeing 737 - 700 NG vont aller en réhabilitation grâce au soutien de l'Etat. Ce dégraissage s'impose par lui-même. 130 agents ont été licenciés le 21 décembre 2020, ceci pour raison économique. Le 18 décembre 2020, l'ex Dg avait transmis aux délégués du personnel la liste des travailleurs qu'il proposait de licencier à la fin de la période de 6 mois qu'aura durée le chômage technique. C'est à se demander comment une entreprise balbutiante comme la Camair-Co a-t-elle pu atteindre un tel sureffectif ? Mais au-delà de ces mesures de dégraissages prises, la Camair-Co devrait être privatisée afin de soulager les caisses de l'Etat.

DETTE ABYSSALE

Le Cabinet Okalla Ahanda & Associés ci devant commissaire aux comptes de la Camair-Co avait révélé que la compagnie traîne une dette abyssale de 110 milliards de Fcfa, et que les pertes, qui ont été annulées au 31 décembre 2018, étaient de près de 99,2 milliards de Fcfa. A cette enveloppe, il faudrait ajouter une perte prévisionnelle de 15 milliards de Fcfa au titre de l'exercice 2019 et 12 milliards de Fcfa au titre du 1er semestre 2020 (Soit 126,2 milliards de Fcfa de

perles au total), le tout pour un capital social de 21,8 milliards de Fcfa. Dans ses instructions du 14 juillet 2020, le Chef de l'Etat a ordonné une nouvelle allocation de 15 milliards de Fcfa au profit de la Camair-Co. Ces fonds devront servir : " à l'envoi en maintenance de l'un des Boeing 737-700 NG ; l'acquisition de deux aéronefs Dash Bombardier Q 400, mieux adaptés aux lignes de courte distance ; et la location de deux moteurs susceptibles de permettre la remise en vol du 2ème Boeing 737-700 NG " nous informe la correspondance présidentielle. En dehors de ce renforcement des capacités techniques et opérationnelles de Camair-Co, le plan de restructuration de la compagnie, devra intégrer la rationalisation de la gestion des ressources humaines et une réduction de la masse salariale. Ainsi, on passerait de 65% de personnels mis en chômage technique, à 65% du personnel licencié.

PLAN DE RELANCE DE BOEING CONSULTING ABANDONNE

Le 25 juillet 2016, le chef de l'Etat Paul Biya avait validé le plan de relance proposé par Boeing Consulting. Ce plan prévoyait l'injection par l'Etat du Cameroun de 91,5 millions d'euros (60 milliards Fcfa) dans le capital de la Camair-Co ; l'ouverture de 27 dessertes nationales, régionales et intercontinentales ; l'acquisition de 9 aéronefs supplémentaires pour renforcer la flotte à 14 avions ceci à l'horizon 2019. Boeing Consulting devait accompagner la camair-co dans sa restructuration durant 18 mois. Mais hélas, ce plan a été abandonné, d'autant plus qu'il n'a même jamais été implémenté. Face à ces incuries managériales, Camair-Co ne peut atteindre une exploitation optimale.

POTENTIELS ACQUEREURS

Dans une correspondance datée du 18 mai 2020, le ministre des transports préconisait à l'ancien Dg de la Camair-Co entre autres, "... d'adopter une position offensive dans le suivi du dossier de conclusion d'un partenariat stratégique avec les compagnies aériennes Emirates et Qatar Airways ". Avec la force des choses, la compagnie aérienne éthiopienne s'est progressivement incrustée parmi les compagnies partenaires de choix. C'est ainsi que pour suppléer à l'absence de la Camair-Co, Ethiopian Airlines a loué au gouvernement camerounais, un aéronef bombardier Q400, pour une durée de 5 jours, d'un montant de 120 millions de Fcfa, afin de transporter la délégation interministérielle descendue sur le terrain des inondations dans la région de l'Extrême-nord, à compter du 03 septembre 2020. Ce fait n'est pas anodin, tant est que c'est en Ethiopie que la maintenance des avions Camair-co se font habituellement. Ethiopian Airlines fait office de Major dans le ciel aérien africain, et serait intéressée aussi dans l'actionnariat de Camair-Co, afin d'étendre ses services en Afrique et au Cameroun en particulier. Voilà pourquoi, il appert évident que Camair-Co ne peut être viable d'aus-sitôt. Il faudra que l'Etat par exemple, oblige ses ministres et assimilés, Dg et autres cadres à voyager à bord de Camair-Co, ceci en payant cash les couts de leurs déplacements, comme ils le font avec les compagnies étrangères.

Eric V. YAKAM

SUIVI DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC DANS LA MENOUA :

Le taux d'exécution physique du BIP-2020 est de 90,32%.

Le Comité de suivi du budget d'investissement public (BIP) dans la Menoua s'est réuni, le mercredi 13 janvier 2021, pour le compte du 4e trimestre 2020.

Contre 77,82% à la même période l'année d'avant, le taux des réalisations physiques de l'investissement public dans la Menoua, tous modes de financements confondus, s'est élevé à 90,32% en fin décembre 2020. Telle est la principale information que l'on a retenu, du mot d'ouverture de Lucienne Ateufack, vice-président du Comité départemental de suivi de l'exécution du budget d'investissement public (BIP), dans la Menoua, représentant l'honorable Anastasie Nguemoum, président, empêchée. Satisfaites de

cette performance, madame le président a félicité l'ensemble des membres du Comité, "... pour de ce gain de plus de 13 points en comparaison à l'année dernière... ". Dans la suite de son mot, prononcé le mercredi 13 janvier 2021, à l'occasion de la 4e session des assises trimestrielles du Comité, elle a émis quelque réserve : " L'objectif de 100% des réalisations physiques recherché en fin d'année n'étant pas encore atteint, nos travaux d'aujourd'hui sont consacrés essentiellement, à l'examen des réalisations du 4e trimestre 2020. Ainsi, la qualité et l'effectivité des ouvrages livrés retiendront notre attention... ". L'exécution de ces investissements physiques correspond, respectivement, à 84,80% et 21,58% de taux d'engagement et de liquidation. Ces ratios respectifs s'élevaient en 2019,



au taux de 25,00%. Pour ce qui concerne plus spécifiquement les ressources transférées aux communes, par l'Etat, les taux respectifs de réalisation physique et d'engagement se sont chiffrés à : Dschang, 90,53% et 99,17% ; Fokoué, 85,01% et 99,99% ; Fongo-Tongo, 95,18% et 99,83% ; Nkong-Zem, 99,75% et 99,29% ; Penka-Michel, 82,16% et 99,43% ; Santchou, 98,08% et 99,05%. A l'observation, la somme de ces pourcentages donne respectivement des taux moyens honorables : 90,52% et 99,49%.

Roch KENFACK

Depuis plus de
27 ans...
Vous lisez
Ouest Echos
Au service de
votre région

MARCHÉ BANCAIRE :

Voici pourquoi Afriland First Group de P. Fokam Kammogne quitte la Guinée équatoriale

Les autorités étatiques équato-guinéennes sont en passe de faire une OPA sur la banque implantée depuis 1994 dans ce pays. Malabo vient de racheter les parts d'Afriland First group et de sa filiale camerounaise pour une trentaine de milliards de Fcfa (44,7 millions d'euros) non encore totalement libérés. Les clients transfrontaliers de Afriland First Bank n'ont pas à s'inquiéter.

La promotion de cet ancien cadre de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (Beac), qui fut le numéro 2 de la filiale locale de Société Générale, vient mettre un terme à la fonction du camerounais Joseph Célestin TINDJOU DJAMENI. Ce dernier, proche de Paul FOKAM KAMMOGNE, est celui qui a implanté et déployé cette banque en Guinée Equatoriale ceci depuis 1994. Le contentieux semble ouvert entre Afriland first Group et les autorités équato-guinéennes et la CCEI Bank, nous apprend l'hebdomadaire panafricain Jeune Afrique. L'avocat d'Afriland First Group (Afg) a adressé en décembre 2020, une mise en garde aux autorités guinéennes face aux velléités d'acquittement des actifs de son client, dans la mesure où la prise de contrôle de la banque n'a pas été précédée du versement de la contrepartie attendue. Cependant, ces mises en garde viennent confirmer certaines tensions, qui couvaient entre les deux anciens partenaires depuis quelques temps déjà. Selon Jeune Afrique, les relations entre le Président OBIANG NGUEMA et l'homme d'affaire Paul F. KAMMOGNE n'étaient plus au beau fixe, le Chef de l'Etat équato-guinéen ayant constaté un manque de transparence sur les transferts entre CCEI Bank et la filiale camerounaise. Fort de ce constat, souligne la même source, le président OBIANG NGUEMA a pendant un moment envisagé une expropriation d'Afriland first Group (Afg) sans la moindre compensation avant de se raviser. Teodoro OBIANG NGUEMA, à en croire Jeune Afrique, redoutait alors une réaction de la banque centrale, mais surtout des autorités camerounaises avec lesquelles le réchauffement des relations diplomatiques de ces dernières semaines, pourrait avoir un lien étroit avec ce qui pourrait être appelé l'affaire " CCEI bank ". Il nous souvient que les chefs d'Etats camerounais et équato-guinéen, avaient



Une attitude du PDG de Afriland

reçu respectivement des émissaires. Il est possible que s'était pour arrondir les angles en sauvegardant leurs intérêts respectifs. Les frictions entre les parties se sont encore révélées les 13 et 18 novembre 2020, lorsque la partie équato-guinéenne a convoqué des assemblées générales de CCEI Bank auxquelles n'a pas pris part Afriland First Group. Ce qui n'a pas empêché la partie équato-guinéenne de valider la nouvelle répartition du capital de la banque, avant même la nomination, le 9 janvier 2021, d'un Dg en la personne de M. Agapito Teodosio NGUEMA OBIANG ONA MBA. Ce dernier remplace ainsi M. Joseph Célestin TINDJOU DJAMENI qui a dirigé depuis 1994 cette banque jadis prospère, mais qui a commencé à piquer du nez depuis 2015, ceci avec la chute des cours mondiaux du pétrole, principale ressource qui fournissait jusque là, à la Guinée équatoriale, plus de 80% de ses recettes publiques.

DEAL

Détenteur d'environ 70% des parts du marché bancaire en Guinée équatoriale depuis 26 ans, ceci loin devant la banque française Société Générale, CCEI Bank Guinée Equatoriale, filiale de la holding bancaire Afriland First Group, fondée par le camerounais Paul FOKAM KAMMOGNE, a décidé de quitter le secteur bancaire

dans ce pays, en cédant ses 53% d'actifs à l'Etat équato-guinéen. Ce deal intègre également les 13% détenus par Afriland First Bank, filiale camerounaise du groupe, dans le capital de la CCEI Bank Guinée équatoriale. Ce deal a été conclu depuis juillet 2020 pour un montant avoisinant 30 milliards de Fcfa. Du coup, propriétaire de seulement 10% des actifs de cette banque au départ, l'Etat équato-guinéen monte à 76% dans le capital, contre 5% pour des privés nationaux, et 9% pour le groupe Abayak, contrôlé par la famille présidentielle Obiang Nguema. " L'opération est encore en cours, et n'est pas encore

dénouée " nous informe une source interne à la Banque. En fait de dénouement, apprend-on, six mois après la conclusion du deal, Afg n'a pas encore reçu la totalité de la contrepartie de 30 milliards de Fcfa attendue dans le cadre de cession de ses actifs en Guinée équatoriale, à cause de certaines frictions nées après la transaction. Selon certaines sources, le fruit de la transaction d'accord partie, devait être versé sur l'un des comptes d'Afriland First Group. Mais cette holding de droit suisse ne dispose pas de compte dans la zone Cemac. La Beac institution d'émission des 6 Etats de la Cemac (Cameroun, Gabon, Congo, Rca, Tchad, et Guinée équatoriale) excipe la nouvelle réglementation de change, et souhaite que cette somme soit versée à Afriland First Bank. Il va s'en dire que cette opération transitant par Obiang Nguema. " L'opération est encore en cours, et n'est pas encore

va générer des manquements liés aux taxes diverses. Mais pour autant, selon la partie équato-guinéenne, tout semble clair et définitif. CCEI Bank Guinée équatoriale est désormais la propriété de l'Etat. Afriland First Group de Paul FOKAM KAMMOGNE n'y est plus actionnaire, même si le deal n'est pas encore totalement exécuté. A l'annonce de ces tensions, certains clients transfrontaliers de Afriland First Bank à Bafoussam, notamment les aviculteurs et vendeurs de légumes s'interrogeaient sur la sécurité et la continuité de leurs transactions avec ce pays. De l'avis même des gestionnaires des porte feuille de Afriland, ils n'ont à rien à redouter, les organes supranationaux étant appelés à protéger leurs actifs auprès du nouvel acquéreur.

Eric V. YAKAM

RIFI ENTRE PIERRE KWEMO ET SON MAIRE DE BANWA

Le Maire Kameni et son adjoint gardés à vue à la PJ.

Ces cadres de l'UMS sont poursuivis par le Président national de leur parti qu'ils ont tabassé comme en témoigne son incapacité constatée de 40 jours

Depuis l'élection du 09 février 2020 c'est une grosse confusion dans la commune de Banwa remportée par l'UMS. Le président national proche au maire de ne pas suivre les instructions du parti. Toute serait parti le 12 Décembre 2020 alors que l'hon Kwemo avec le soutien du préfet Luc Ndongo avait préparé un conseil municipal extraordinaire à l'effet de mettre le maire de ses fonctions. Malheureusement, ce conseil extraordinaire n'aura pas lieu et va se transformer en un ring de boxe entre les conseillers municipaux présents et les gros bras du président national. Blessé au terme de cette bagarre générale l'Hon Kwemo allait nommer

un nouveau maire et ses adjoints dont le préfet Luc Ndongo avait d'ailleurs adressé un procès-verbal au ministre de la décentralisation et du développement local Georges Obam Elanga qui malheureusement rejettera cette prise d'acte. Le statut quo politique n'allait pas empêcher le côté judiciaire, le Président ayant saisi la justice d'une plainte pour violences contre lui avec une incapacité de 40 jours. Le commissaire divisionnaire Oumarou de la division la police judiciaire de l'Ouest va se porter sur les lieux à la commune de Banwa pour non seulement distribuer les convocations, mais entendre certains responsables de la place. Ce qui a été fait, au total 10 personnes,

tous partisans de l'UMS, conseillers municipaux, le maire et son adjoint qui après avoir été entendus par l'enquêteur seront gardés à vue, alors qu'ils devraient tous être relâchés. Il s'avère qu'après avoir entendu certaines personnes, elles sont rentrées sans attendre la confrontation. C'est donc très haute instruction de l'autorité judiciaire que ces derniers y ont passée nuit en attendant la suite de l'affaire. Pour l'heure, le maire, son adjoint et certaines personnes étaient encore à la police judiciaire pendant que nous allons sous presse. C'est une affaire à suivre et nous y reviendrons

René MBONDJEU

PARTENARIAT PUBLIC - PRIVÉ :

L'Université de Dschang hôte de la première Chaire PIERRE CASTEL au Cameroun

La signature de l'accord cadre relatif à la création d'une chaire PIERRE CASTEL dans trois universités dont l'université de Dschang a eu lieu à Yaoundé le 18 janvier 2021 dans la salle de conférence du Ministère de l'enseignement supérieur (Minesup). Le Ministre d'Etat, ministre de l'enseignement supérieur Jacques FAME NDONGO a présidé cette cérémonie, très courue et innovante.

La création d'une Chaire PIERRE CASTEL à l'Université de Dschang est un exemple de partenariat triangulaire entre l'Europe via l'Ecole Nationale Supérieure des Sciences Agronomiques Bordeaux Sciences Agro en France, l'Université de Dschang au Cameroun intervenant dans à travers la Faculté d'Agronomie et des sciences agricoles (Fasa), et l'Ecole Supérieure d'Agronomie (Esa) de l'Institut national polytechnique Houphouët-Boigny (Inphb) de Yamoussoukro en Côte d'Ivoire. Le Fonds PIERRE CASTEL soutient et accompagne financièrement et humainement en France et en Afrique, des initiatives et démarches de jeunes entrepreneurs dans les domaines de l'agriculture et de l'Agroalimentaire. Le but étant de contribuer à l'autonomie et la croissance des marchés africains et aux dynamiques d'échanges avec la France. La création de cette Chaire à l'université de Dschang, permettra aux étudiants camerounais retenus de bénéficier des formations innovantes et approfondies dans les domaines de l'agronomie et de l'agroalimentaire, d'assurer leur employabi-



lité une fois la formation terminée, de bénéficier d'un soutien dans la création de leurs entreprises entre autres. Cette cérémonie de signature d'accord cadre a eu lieu le 18 janvier 2021 dans la salle de conférence du Ministère de l'enseignement supérieur (Minesup). Le ministre d'Etat Jacques FAME NDONGO a présidé cette cérémonie, lui qui, en tant que chancelier des ordres académiques, assure la tutelle des 8 universités d'état que compte notre pays. Il ne s'agit plus de se contenter de savoir du temps de Montaigne, mais davantage de savoir faire. Bien entendu, le recteur de l'Université de Dschang Pr. TSAFACK NANFOSSO était de la partie tout comme le Directeur général du fonds Pierre

Castel qu'est M. Pierre De Gaétan NJIKAM ; les dirigeants de Bordeaux Sciences agro en France et de l'ESA de l'INPHB SIAKONE qui, ont tour à tour apposé leurs signatures respectives sur le document cadre. Cet accord a une durée de 2 ans renouvelable. L'Université de Dschang fait office de pionnière dans ce domaine, elle qui se targue d'avoir déjà aidé à la création de 58 entreprises dans les différents domaines de l'agronomie. Le représentant de l'ambassadeur de France au Cameroun ainsi que celui de la Société anonyme des Brasseries du Cameroun, par leurs présences respectives, ont rehaussé l'image et l'envergure de cette cérémonie de signature d'accord cadre. La Chaire bénéficie du soutien des filiales locales du Groupe industriel PIERRE CASTEL, SABC au Cameroun et SOLIBRA en Côte d'Ivoire, ainsi que du Groupe agroalimentaire SOMDIAA

C'EST QUOI LA CHAIRE ET LE FONDS PIERRE CASTEL ?

La chaire PIERRE CASTEL ? Systèmes Alimentaires et Entrepreneurat en Afrique " est une nouvelle action initiée par le Fonds Pierre Castel. Créé en 2017 par Pierre Castel et Pierre De Gaétan NJIKAM, le fonds Pierre Castel - Agir avec l'Afrique soutient financièrement et par de la formation des projets initiés par de jeunes entrepreneurs africains dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, filières à forte valeur ajoutée et facteurs de dynamique économique et sociale en Afrique. Par cette création, PIERRE CASTEL a

souhaité renforcer son engagement au service du développement de l'Afrique et de ses liens de solidarité et d'échange avec la France. Le Fonds PIERRE CASTEL mène des projets dans 4 pays où il est présent au travers de ses filiales : Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire et République démocratique du Congo. Parmi les actions phares : le PRIX PIERRE CASTEL qui, rendu à sa 3ème édition, reconnaît le potentiel entrepreneurial des jeunes, le soutien aux associations " Actives " en Côte d'Ivoire et Rafamo au Cameroun pour accompagner l'agriculture vivrière et maraîchère des femmes, la création de l'application mobile " Bâtisseurs africains " du club Bordeaux Cameroun France pour connecter la communauté d'entrepreneur, ou encore le projet " Resister " au Burkina Faso pour la transformation des déchets agricoles en biomasse ; ce fonds s'appuie sur son réseau de partenaires, base de la communauté d'intérêt et d'actions, à majorité africaine et entrepreneuriale, qui se développe depuis 2017.

Eric V. YAKAM

Sport

GALA DE BOXE DU LANCEMENT DE LA SAISON À BANDENKOP :

Un pari réussi !

Les activités se sont déroulées du 15 au 16 janvier, dans le village de Bandenkop, localité située dans le département des Hauts plateaux, région de l'Ouest.

C'est fait ! Le lancement de la saison sportive a eu lieu à Bandenkop, comme promis par le nouveau président de la ligue régionale de Boxe de l'Ouest, Jean Claude Noubissi. Le 15 janvier, huit combats ont animé cette cérémonie de Gala. En présence de plusieurs personnalités dont le représentant du gouverneur de la région de l'Ouest, le délégué régional des sports, le secrétaire général de la ligue nationale de Boxe, le sous-préfet de l'arrondissement de Bangou, le maire de Bangou, leurs Majestés, le chef Bandenkop, Batié, Bapa, des personnalités venues des quatre coins du pays, les boxeurs de toutes les régions du Cameroun, ont offert un spectacle alléchant aux populations venues nombreuses pour célébrer le "noble art" à place des fêtes de Bandenkop. Les combats se sont déroulés en trois rounds de trois minutes chacun. Dans le premier combat, Waoung Marcel du centre, sera vainqueur du jeune Bikola Dieudonné après trois rounds dans la même catégorie 52 Kg (5 juges contre zéro). Entre animations et ambiance électrique, les autres



combats se sont déroulés dans des contextes particuliers. Même si ce n'est certainement pas le combat que le public attendait à savoir, S.M Jean Rameau Soukoudjou contre le champion du monde dans la catégorie des poids welters, Issa Hamza, Ce tournoi a aussi connu la participation des boxeurs d'un autre genre. Le chef Batié, SM fo'o Théodore Tchouankam, Yousseu, ancien champion de boxe au cameroun était sur le ring avec l'ancien champion africain, Ngandjong Magloire. Ce dernier sera d'ailleurs battu par le Chef Batié par KO dans le premier round après juste 15 secondes de combat. " Je me suis vraiment pré-

paré et je ne saurais vous donner mon secret. Mais je reste un secret. Mais je pense que, comme vous avez vu, j'ai bien suivi les consignes de mon coach (chef supérieur Bandenkop, Ndlr), j'ai respecté ces consignes. Sur le plan mystique, je pense que c'est mon coach qui peut vous donner le secret. J'ai fait 15 secondes alors que Nganou (Boxeur international camerounais, Ndlr) avait fait 17 secondes. Donc je viens de battre son record ", a-t-il déclaré. Si le SM Jean Rameau Soukoudjou, n'a pas répondu présent à l'invitation du président régional de la ligue de boxe de l'Ouest pour le lancement de la saison 2021, l'autre figure de proue de la boxe camerounaise et mondiale a quant à lui répondu présent, à savoir Issa

Hamza.

LE CHOIX DE BANDENKOP
D'après André Basile Kalong, secrétaire général de la fédération camerounaise de Boxe, le choix de cette ville a été dicté par la volonté d'aider la région de l'Ouest à relancer ses activités, après la période d'hibernation observée suite au décès de l'ancien président de la ligue régionale. Par contre pour le président de la ligue régionale de la boxe de l'Ouest, l'ambition est grande. Nous allons recruter dans des équipes de l'Ouest les meilleurs boxeurs et nous allons former 50%. De sorte que nous allons organiser les galas dans 109 chefferies traditionnelles. Dans ces 109 chefferies, nous aurons un double objectif, les boxeurs sélectionnés vont produire du spectacle et les boxeurs en formation vont s'exercer. Nous pensons que d'ici deux ans ou plus, nous allons présenter, la région de l'ouest va présenter les meilleurs boxeurs du continent africain, pourquoi pas du monde ", a martelé, Jean Claude Noubissi.

Nacer NJOYA

COURSE DE L'ESPOIR 2021

Les athlètes de l'ouest s'activent déjà

En prélude à la course de l'espoir édition 2021, le test de sélection des athlètes de la région de l'ouest se fera le 23 janvier prochain. C'est le mont Baloum dans le département de la Menoua qui recevra les athlètes, tout comme l'année dernière. Pendant que les enregistrements se font, la préparation se poursuit.

Après le test dans certaines régions du pays, l'ouest s'appête à rendre sa copie au soir du 23 janvier prochain. C'est à l'effet de s'arrimer au chronogramme de la fédération camerounaise d'athlétisme. La ligue régionale de l'ouest organisant son test de sélection pour l'édition 2021 de l'ascension du mont Cameroun du 27 février prochain au mont Baloum dans la Menoua. A la faveur du test du 23 janvier prochain, l'entraîneur régional Pierre Marie NOUDEM est déjà pleinement en activité. A peine a-t-il reçu la note de la fédération qu'il a pondu un communiqué à l'endroit des athlètes de la région du soleil couchant. "Les athlètes des différentes catégories, juniors, séniors, vétérans (dames et messieurs), désireux d'y participer devront déposer les dossiers (...)", clarifie un extrait du communiqué de son. Il est par ailleurs secrétaire de la ligue régionale d'athlétisme pour l'Ouest. Sous l'assistance technique de Jean Claude KAMOGNE,



VIVONS L'ESPOIR

membre de la ligue régionale d'athlétisme de l'ouest, par ailleurs délégué départemental des sports et de l'éducation physique pour la Mifi et DTN Adjoint, il mène techniquement l'aspect préparation. Il y a quelques jours seulement, il a invité les athlètes de la région à rapidement s'enregistrer pour le test. A ce jour, ceux de tous les départements trouvent déjà des voix et moyens. "J'ai appelé les athlètes au téléphone. Ceux de la Menoua, du Noun, des Bamboutos etc. Ils se mobilisent bien pour déposer leurs

dossiers", nous rassure l'entraîneur régional. Il met d'ailleurs en garde tous les athlètes à s'atteler à déposer leurs dossiers complets. Pour ce qui est de la préparation, certains travaillent dans la piste du stade du lycée classique de Bafoussam. Quant à ceux des autres arrondissements, l'entraîneur régional leur a demandé une préparation personnelle, avançant les raisons sanitaires: "comme tenu du contexte sanitaire actuel, nous leur avons demandé de travailler individuellement", clarifie Pierre Marie NOUDEM. A ce jour, les athlètes des quatre coins de la région se mobilisent pour déposer leurs dossiers. Au niveau de la ligue régionale, l'on penche pour une bonne repré-

sentation lors de cette édition, en dépit du covid-19 qui n'a pas été autant favorable à une bonne préparation. " La région de l'ouest met les derniers bouchés pour la préparation de la course de l'espoir. Nous avons instruit aux athlètes d'être disciplinés, et que tous ceux qui ont respecté les consignes soient tous là. Sur le plan administratif toutes les dispositions sont prises pour le test de Baloum ", martèle Jean Claude SIKATI, président de la ligue régionale d'athlétisme pour l'Ouest. L'ascension du Mont Baloum faut-il rappeler, a été initiée depuis l'année dernière par un comité local chapeauté par Mme KANA, une élite de la localité, en service au ministère des sports et de l'éducation physique. Ce Mont a un parcours sur route du début à la fin, et le sommet est à 2000 m d'altitude; une véritable opportunité du test pour l'ascension du Mont Cameroun.

Andy RANE de MOULIOM

CHAN CAMEROUN 2021

Et si les lions A prime enchainaient ce mercredi ?

La sélection nationale redescend dans l'arène ce mercredi pour sa deuxième sortie en match de poule. Après avoir réussi à remporter les trois points du match inaugural face au Zimbabwe samedi dernier, les lions A prime sont fortement attendus par le public camerounais. Tous rêvent d'une deuxième victoire Camerounaise.

Leur préparation foireuse faisait espérer tout d'eux, sauf une seule victoire à la phase de compétition. Seulement, ce dimanche au stade Amadou Ahidjo, les lions indomptables A prime ont créé la sensation. Il aura fallu jouer pour le public de Nfandena, les téléspectateurs des tous les coins du pays, mais aussi pour leur orgueil propre. Jacques ZOUA et ses camarades sont entrés en compétition avec toute la hargne de démontrer aux plus sceptiques qu'ils ne sont

pas des "nuls". Ils ont remporté la rencontre à la surprise générale grâce au but de Salomon BANGA BINDJEME à la deuxième manche du jeu. Un but salvateur qui est venu récompenser les efforts qu'ils ont fournis dans la rencontre. Il sera d'ailleurs l'unique de la rencontre. Après cette victoire en entame, la côte des protégés de Martin NDTOUYOU MPILE est montée d'un autre cran. Du coup, tous veulent les voir rééditer l'exploit face à la

sélection A prime du Mali ce 20 janvier. Pourraient-ils ? A qui bien malin celui qui répondra à cette question. Mais dans tous les cas, la copie rendue par la troupe à ZOUA DAOGARI donne des lueurs d'espoir. Même si l'adversaire s'appelle le Mali, qui non seulement a réussi son premier match aussi face à la Zambie, mais également a déjà été un finaliste en 2016. Quant aux lions A prime, l'on s'attend simplement à voir encore plus des joueurs au fithing

spirit devant leur public nombreux. L'on espère également que Martin NDTOUYOU MPILE a dû corriger les manquements observés au premier match. Pour rappel, le Cameroun et le Mali ont chacun trois points et se disputent la tête de la Poule. Ils chacun gagné son match par un but à zéro. Rendez-vous donc ce mercredi pour savoir qui prendra l'avance dans cette poule A dans la phase de poule.

Andy RANE de MOULIOM

LE COIN DE L'HISTOIRE

Quand Um signe son arrêt de mort

Le parti nationaliste camerounais, l'Union des Populations du Cameroun (UPC) voit le jour en 1948. Les grands leaders de ce parti sont entre autres Félix Roland Moumié, Ernest Ouandié, Théodore Mayi Matip, Ruben Um Nyobe. Ce dernier est le chef charismatique du parti surnommé Mpodoum en langue bassa, ce qui veut dire "celui qui porte la langue des siens", c'est-à-dire, le porte-parole. Née dans le milieu syndical, et soutenue par les milieux progressifs français en occurrence le parti communiste, l'UPC se donne pour objectifs la réunification, l'indépendance et le bien-être des camerounais. D'ailleurs, pour Um Nyobe, la réunification n'est pas à négocier. Ce qui revient à dire l'indépendance l'ancien cameroun allemand. La France comprend qu'elle devra rétrocéder les parties de ses colonies attribuées à l'Allemagne en 1905 et 1911 et récupérées en 1916.

L'organisation des nations unies (ONU) remplace la Société Des Nations (SDN) à la fin de la seconde guerre mondiale en 1945. Le kameroun devient un territoire sous tutelle de l'ONU et confié à l'Angleterre et à la France. La mission de ces pays est de conduire ce territoire à l'auto-détermination. Mais la France est pour l'assimilation et considère le Cameroun français comme l'une de ses colonies et intègre même dans l'Union française en 1946. Face à l'intransigeance de l'UPC, la France favorise l'apparition de nombreux partis politiques à base ethnique. C'est le début du tribalisme au Cameroun. La plupart de ces partis sont pour une colonisation plus intelligente sous la tutelle de la France. C'est le cas par exemple, du bloc démocratique camerounais (BDC) de Louis Paul Aujoulat pour qui l'indépendance est irréaliste et même démagogique, par ailleurs, fait recours à la fraude électorale lors des élections pour écarter l'UPC du jeu politique. L'UPC se tourne vers l'ONU dont le kameroun est la pupille. Le 17 décembre 1952, devant la quatrième commission de tutelle de l'assemblée générale de l'ONU, Um Nyobe bombarde la France, l'accusant d'administrer le Cameroun comme ses colonies avec même l'intention de l'intégrer dans son empire colonial et déclare : il est question de demander à l'organisation des nations unies de trouver de véritables solutions qui permettront aux camerounais d'accéder à leur indépendance dans un avenir raisonnable, c'est-à-dire le plus proche possible. Et nous sommes modérés dans notre action : Nous ne demandons pas l'indépendance immédiate. Nous demandons l'unification immédiate de notre pays et la fixation d'un délai pour l'indépendance... Les libertés fondamentales dont nous revendiquons l'application et l'indépendance vers laquelle nous devons marcher résolument ne sont plus des choses à conquérir par la lutte armée. C'est justement pour prévenir cette éventualité que la charte des Nations Unies a préconisé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes " Sacrifice des sacrilèges " se dit la France pour paraphraser la fontaine : qui se rend si hardi un nègre de la forêt équatoriale de troubler mon breuvage. Il sera châtié de sa témérité. C'est là où Um Nyobe signe son arrêt de mort d'autant plus qu'en début de l'année 1953 il fait imprimer son discours à l'ONU sous la forme d'un mémorandum intitulé : " Que veut le Cameroun ". En décembre 1953 toujours à l'ONU, il accuse la France de retarder l'émancipation du Cameroun. En janvier 1954, il demande à la France d'organiser un référendum sur la question de la réunification et fixer un délai pour la fin de tutelle et l'indépendance. C'est alors que la France se décide d'en finir avec lui et son parti, l'UPC. Deux mois avant les événements de mai 1955, il doit se réfugier dans son village natal en pays bassa. Le 18 avril 1955, son domicile à Douala est attaqué par la police. L'administration française traite l'UPC de communiste athée. L'église catholique vient à la rescousse du pouvoir colonial. Dans une lettre pastorale lue dans toutes les églises aux pâques 1955 la conférence épiscopale écrit : " nous mettons les chrétiens en garde contre les tendances actuelles du parti politique connu sous le nom de l'UPC en raison non pas de l'indépendance qu'il défend, mais de l'esprit qui l'anime ". Ce à quoi Um Nyobe répond : " Certains prêtres catholiques qu'il faut que l'Évangile s'élève contre l'injustice font les griots du colonialisme et nous traitent d'antireligieux ce qui est faux... A contraire ce sont ces prêtres qui en faisant de l'Église une tribune politique, ressemble à ces trafiquants que JESUS chassa du temple ". Dès juillet 1955, Ruben est traqué par l'armée coloniale et le 13 septembre 1958, il est assassiné.

BOPHE